

Interview de M. François Hollande, Président de la République, avec France 24, TV5 Monde et RFI le 15 novembre 2016, sur l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, la question climatique, les relations avec la Russie, la situation en Syrie, la lutte contre le terrorisme, le nucléaire iranien et sur la politique en France.

JOURNALISTE : Bonjour Monsieur le Président de la République.

LE PRESIDENT : Bonsoir.

JOURNALISTE : Merci d'être avec nous. Nous sommes à Marrakech, c'est la COP 22, rendez-vous très important pour le climat après le succès de la COP 21, on va en parler dans quelques instants. Merci d'être en direct sur les trois grands médias internationaux que sont donc TV5 Monde, France 24 et Radio France Internationale. A mes côtés, Roselyne FEBVRE pour France 24, Christophe BOISBOUVIER pour Radio France Internationale.

LE PRESIDENT : C'est évidemment très important de venir soutenir cet accord climat. Mais depuis la COP 21, il s'est passé un événement important, c'est un nouveau Président américain.

JOURNALISTE : Oui, au lendemain de l'élection de Donald TRUMP, vous avez déclaré que « s'ouvrait une période d'incertitudes ». Est-ce qu'on ne peut pas dire plus gravement d'inquiétudes et vous le savez autant que nous, plus que nous, il y en a beaucoup. Vous avez eu Donald TRUMP la semaine dernière au téléphone. Cette conversation est-elle de nature à vous rassurer ? Quand vous avez raccroché, quelle impression avez vous eue ?

LE PRESIDENT : D'abord, Donald TRUMP a été élu. C'est un fait. C'est une volonté du peuple américain. Nous respectons son choix. Donald TRUMP a eu des positions pendant la campagne qui ont c'est vrai beaucoup troublé. Y compris sur la question du climat, j'y reviendrai. La conversation téléphonique que j'ai eue avec lui visait à apaiser ce qui devait l'être, c'est-à-dire que lui-même était dans cette attitude de vouloir un dialogue. La France, qui a une longue amitié avec les Etats-Unis, veut une coopération avec l'Amérique, il y a tant de sujets qui nous sont communs, sur la base des intérêts de la France, de l'Europe, des Etats-Unis et de nos valeurs communes. Avec Donald TRUMP, nous avons donc convenu qu'il fallait poursuivre la conversation et qu'elle aurait lieu lorsqu'il aurait pris pleinement ses responsabilités, c'est-à-dire au mois de janvier.

JOURNALISTE : Il y avait un point particulier sur lequel

LE PRESIDENT : Je crois qu'il y a un point qui a été clair entre nous. C'était que la lutte contre le terrorisme devait être l'objectif partagé.

JOURNALISTE : C'est un allié.

LE PRESIDENT : De ce point de vue, les Etats-Unis ont toujours été un allié et un partenaire et cela continuera. En revanche, sur le climat c'était l'objet de la discussion que nous avons eue aujourd'hui à Marrakech, de l'intervention que j'ai faite. L'Accord de Paris, cet accord que j'ai tenté

aujourd'hui à Marrakech, de l'intervention que j'ai faite l'Accord de Paris, cet accord que j'ai tant voulu, avec le contexte dont vous vous souvenez, vous vous rappelez de ce qui s'était produit le 13 novembre. Tous les chefs d'Etat et de Gouvernement sont là, il y a une décision à prendre, l'avenir de la planète, le climat, éviter le réchauffement. Cet Accord de Paris est irréversible. C'est ce que j'ai voulu signifier très clairement ici à Marrakech.

JOURNALISTE : Justement, vous qui avez parlé à Donald TRUMP, c'est un climato-sceptique, « je vais annuler l'Accord de Paris », a-t-il dit dans plusieurs meetings. Si demain, le deuxième plus gros pollueur du monde décide de relancer le charbon et de réduire les énergies renouvelables, est-ce que de fait l'Accord de Paris ne va pas voler en éclats ?

LE PRESIDENT : L'Accord de Paris est irréversible sur le plan juridique. Il a été ratifié par les Etats-Unis. Si les Etats-Unis voulaient s'en dégager, il y a des procédures et c'est assez long, même très long mais les Etats-Unis pourraient décider de ne pas respecter leurs propres engagements. Ce serait défavorable à la planète, puisque les Etats-Unis sont l'un des premiers émetteurs, le premier sans doute de gaz à effet de serre. Ce serait surtout très mauvais pour les Etats-Unis. La planète n'est pas organisée avec des frontières, des barbelés, des barrières. Lorsqu'il s'agit de climat, tout le monde est concerné. Beaucoup d'entreprises américaines sont impliquées maintenant dans la transition énergétique et même écologique, beaucoup d'organisations se sont mobilisées, beaucoup d'initiatives citoyennes aux Etats-Unis. Les Etats-Unis, c'est un pays fédéral. Que signifie un pays fédéral ? Cela signifie qu'il y a des Etats, Californie, le Michigan, l'Oregon... Ces Etats-là se sont eux-mêmes mis dans la perspective de l'accord sur le climat. Je veux donc croire que Donald TRUMP prendra les décisions qui ne seront pas forcément celles qu'il avait annoncées durant sa campagne. S'il ne les prenait pas, il encourrait aussi des risques. Parce que ses produits se trouveraient eux-mêmes presque regardés comme étant contraires aux intérêts de la planète. Je sais qu'il est plutôt protectionniste mais s'il ne peut pas échanger avec le reste du monde comme aujourd'hui, les premières victimes seraient les entreprises américaines.

JOURNALISTE : Il avait dit c'est un canular, le réchauffement climatique, inventé par les Chinois pour nuire aux entreprises américaines. Ce sont des propos de campagne ? C'est fini ?

LE PRESIDENT : Je ne veux pas parler à la place de Donald TRUMP, j'aurais bien du mal mais c'est évident qu'il y a des propos de campagne et il y a maintenant une responsabilité qui va être la sienne.

JOURNALISTE : Il peut y avoir un effet d'entraînement.

LE PRESIDENT : Je pense que le mouvement est lancé et qu'il ne l'arrêtera pas. Il est lancé, y compris dans son propre pays et il est lancé dans le monde. Vous parlez des Chinois, les Chinois sont effectivement les principaux émetteurs de gaz à effet de serre. Ça a été une discussion entre Barack OBAMA, le Président XI Jinping et moi-même, pour que les Chinois soient pleinement partie prenante à l'accord.

JOURNALISTE : Ce n'était pas gagné.

LE PRESIDENT : Ce n'était pas gagné. Pensez-vous que les Chinois vont dire : « puisque les Etats-Unis ne vont pas forcément aller jusqu'au bout de leurs engagements, on va se dégager de nos obligations »? Parce que la pollution est en Chine et elle est particulièrement grave et les Chinois veulent également lutter contre le réchauffement climatique.

JOURNALISTE : Barack OBAMA avait promis 3 milliards par an pour le Fonds vert en faveur des pays du Sud. Est-ce que Donald TRUMP va tenir cet engagement ?

LE PRESIDENT : Je n'en sais rien. Ce que je peux vous dire, c'est que la France et l'Europe vont aller plus loin encore que les engagements qui étaient prévus. Parce que la France a une responsabilité, parce que la France est là. Les Etats-Unis peuvent décider de leur avenir à travers un nouveau Président. Nous, nous aurons nos propres élections.

La France est capable de prendre des décisions par elle-même, pour sa défense, pour lutter contre le réchauffement climatique, pour agir contre le terrorisme, pour être présente en Afrique ou au Moyen-Orient, là où nous sommes appelés. Par rapport aux engagements financiers qui avaient été pris, nous irons donc plus loin. Nous irons même plus loin pour ce qu'on appelle la stratégie non carbonée, c'est-à-dire pour faire diminuer la place du carbone dans notre économie.

L'Europe est devant, elle aussi, finalement un choix. Est-ce qu'elle reste silencieuse face à ce qui se passe ou, au contraire, elle prend ses responsabilités, pour sa sécurité, pour sa défense, pour la lutte contre le réchauffement climatique ? Oui, l'Europe va prendre ses responsabilités, en tout cas la France et l'Allemagne vont être à l'initiative sur ce sujet.

JOURNALISTE : On voit bien les propos de Donald TRUMP notamment sur l'OTAN, on voit maintenant son nouvel allié russe, on voit effectivement une situation où on a l'impression que maintenant Vladimir POUTINE va avoir les mains libres en Europe, notamment par rapport aux pays Baltes ou à l'Ukraine. Cela crée une situation de tension au sein même de toute l'Europe.

LE PRESIDENT : Les Etats-Unis, présidés demain par Donald TRUMP, sont membres, un membre éminent de l'Alliance Atlantique. Je n'ai pas de doute là-dessus. Les Etats-Unis resteront dans cette Alliance et dans cette sécurité qui nous est commune. Mais je pense qu'il y a des inquiétudes et c'est à Donald TRUMP de les lever.

Qu'il veuille parler à Vladimir POUTINE, il a raison. De ce point de vue-là, il n'y a pas non plus de changement profond, Barack OBAMA parlait aussi à Vladimir POUTINE. Moi-même, je parle à Vladimir POUTINE, avec Madame MERKEL. Nous avons passé parfois des jours, parfois même des nuits à discuter de l'Ukraine, à discuter de la Syrie, parce que nous devons parler à Vladimir POUTINE. Je ne vais donc pas ici dire qu'il ne faut pas parler à Vladimir POUTINE.

JOURNALISTE : Ce n'est pas un blanc-seing pour Vladimir POUTINE finalement cette situation ?

LE PRESIDENT : Ce qu'il faut, c'est savoir quels sont nos intérêts. Nous avons des intérêts communs avec la Russie. L'intérêt de chercher des solutions pour sortir des conflits de la Syrie, par exemple. L'intérêt de faire que les Accords de Minsk, que nous avons négociés avec Madame MERKEL, Vladimir POUTINE et le Président POROCHENKO pour l'Ukraine, puissent être appliqués. Nous avons un intérêt commun qui est la lutte contre le terrorisme. Nous avons donc à discuter. L'erreur serait de considérer qu'il faudrait soit céder à Vladimir POUTINE mais pourquoi ? Au nom de quoi ? La France n'est pas dans cette position ou au contraire considérer qu'il ne doit pas être un partenaire. Il doit être un partenaire, là où les solutions doivent être définies en commun.

JOURNALISTE : Donald TRUMP et Vladimir POUTINE sont des leaders forts, autoritaires, nationalistes. Craignez-vous qu'arrivé à la Maison Blanche, TRUMP fasse un cadeau en quelque sorte à POUTINE, c'est-à-dire la levée des sanctions commerciales imposées à la Russie depuis l'annexion de la Crimée ? En clair, est-ce qu'il pourrait y avoir une inversion, un retournement d'alliance ?

LE PRESIDENT : Là aussi, vous poserez la question à Donald TRUMP.

JOURNALISTE : Vous lui poserez.

LE PRESIDENT : Je lui ai posé cette question.

JOURNALISTE : Vous lui avez posée ? Qu'a-t-il répondu ?

LE PRESIDENT : Il n'a rien répondu pour l'instant. Parce qu'il n'est pas en situation de le faire. Il n'est pas encore Président des Etats-Unis. Il vient d'être élu et il y a une phase de transition.

Mais je vais vous dire quelle est la position de la France. Si les Accords de Minsk sont pleinement mis en œuvre, les sanctions seront levées. Si en revanche, il y a des entraves venant de la Russie, s'il y a des obstacles, alors, les sanctions seront poursuivies. C'est la position de la France et la position de l'Europe. C'est la bonne position. Les sanctions ne sont pas éternelles. Elles visent à favoriser un processus.

C'est là que je reviens sur ce qu'est l'autonomie de la France, son indépendance et aussi le rôle de l'Europe. Nous avons bien sûr un lien avec les Etats-Unis. Bien sûr que nous voulons travailler avec les Etats-Unis, présidés par Donald TRUMP dans quelques semaines.

JOURNALISTE : Nous n'avons pas le choix.

LE PRESIDENT : Oui, mais parce que c'est notre allié, mais je ne choisis pas. J'ai affaire avec les dirigeants qui sont élus démocratiquement et parfois même ceux qui ne sont pas élus démocratiquement. Mais je travaille. En l'occurrence, Donald TRUMP a été élu démocratiquement, c'est un pays les Etats-Unis allié de la France avec lequel nous avons à travailler, c'est la première puissance économique du monde.

JOURNALISTE : Il ne provoque pas une inquiétude chez vous ?

LE PRESIDENT : Oui, il y a des interrogations. Ces interrogations doivent être levées : interrogation sur l'accord sur le climat & interrogation sur l'accord avec l'Iran & interrogation sur ce que va être la position vis-à-vis de Vladimir POUTINE, notamment par rapport à l'Ukraine & interrogation sur la Syrie, comme cherche-t-on l'issue. Interrogation aussi sur la lutte contre le terrorisme, même si là-dessus, je suis convaincu que nous trouverons des solutions. Il y a aussi des valeurs que nous devons porter ensemble.

JOURNALISTE : Justement, sur l'Europe, vous venez le dire : il faut bâtir une Europe de la Défense. En réalité, la France n'atteint même pas les 2 % du PIB, de son PIB pour son effort de défense. Votre ami Hubert VEDRINE a eu ce mot terrible : « Si Donald TRUMP se retirait de l'OTAN, non seulement il n'y aurait pas de sursaut européen, mais ce serait la panique ».

LE PRESIDENT : D'abord, la France est le pays d'Europe qui consacre, avec le Royaume-Uni, le plus à sa défense et j'ai, durant le mandat depuis 2012, le mandat qui est le mien augmenté les crédits pour la Défense. Jamais il n'y avait eu une loi de programmation militaire qui avait été respectée avant que je ne devienne Président de la République. Elle a été non seulement respectée, mais révisée à la hausse, non pas par position de principe, mais par un principe qui est beaucoup plus élevé, qui est celui de la réalité. Je ne peux pas engager des opérations extérieures comme je l'ai fait au Mali, en Centrafrique, en Irak et en Syrie, tout en demandant à l'Armée de se joindre, avec l'opération Sentinelle pour la protection de notre territoire, sans lui donner les moyens supplémentaires. J'ai arrêté la baisse des effectifs que mes prédécesseurs avaient engagée. Baisse des effectifs, et donc la France fait plus que son devoir et elle va continuer à le faire. Nous avons l'objectif des 2 % de la richesse nationale consacrés à la Défense. L'Europe ne fait pas suffisamment.

JOURNALISTE : L'Allemagne doit faire plus ?

LE PRESIDENT : L'Allemagne et d'autres pays avec nos amis allemands nous avons abordé la question très clairement. L'Allemagne nous a assurés qu'elle allait faire davantage mais il faut qu'on fasse plus que mettre des moyens et des ressources

JOURNALISTE : Cela fait longtemps qu'on parle de l'Europe de la Défense, Monsieur le Président

LE PRESIDENT : Bien sûr. Ce qu'il faut maintenant, c'est que l'Europe puisse assurer l'essentiel de sa sécurité. Je prends un mot

JOURNALISTE : L'élection de TRUMP a provoqué un déclic ?

LE PRESIDENT : Je prends un mot plus fort que sa défense : de sa sécurité. Sécurité des frontières, sécurité par rapport à la lutte contre le terrorisme, sécurité par rapport à des menaces qui peuvent venir de l'extérieur et également interventions vers un certain nombre de zones où il y a un danger ou une menace, ce que la France a fait notamment au Mali.

JOURNALISTE : Il peut y avoir un déclic ?

LE PRESIDENT : Oui, mais je pense que quel qu'ait été le Président élu, là au mois de novembre, y compris si cela avait été, donc, Madame CLINTON, l'Europe était devant sa responsabilité. J'avais averti tous mes collègues européens, je leur avais dit : « Quel que soit le Président qui sera élu, vous aurez à prendre en charge votre défense, notre défense, en lien avec les États-Unis »

JOURNALISTE : Parce qu'OBAMA n'était pas très « interventionniste »

LE PRESIDENT : En lien avec les États-Unis parce que c'est notre allié ! Parce qu'il ne peut pas y avoir un continent qui puisse protéger les citoyens s'il n'assure pas sa propre défense, et si, deuxièmement, il n'est pas capable de porter une parole politique avec les moyens parfois de force que la parole justifie d'utiliser.

JOURNALISTE : Est-ce que cela peut passer, Monsieur le Président, cette lutte contre le terrorisme, par finalement aujourd'hui, grâce à Donald TRUMP et à son lien désormais avec Vladimir POUTINE, un soutien plus affirmé à Bachar AL-ASSAD ? Peut-on finalement se dire que, contrairement à toute la politique menée par la France depuis quatre ans, nous risquons d'avoir Bachar et Daech ?

LE PRESIDENT : Ce serait le risque, je l'ai toujours dit. Si les Russes passent, peut-être

LE PRESIDENT : Ce serait le risque, je l'ai toujours dit. Si les Russes pensent, peut-être maintenant avec d'autres, que c'est avec le maintien pour toujours de Bachar AL-ASSAD qu'ils trouveront la solution à la crise, à la guerre, aux massacres en Syrie, ils se trompent. L'enjeu, c'est de lutter contre le terrorisme, contre Daech, contre le terrorisme islamiste. Mais le régime utilise aussi le terrorisme islamiste pour se perpétuer. Nous devons donc trouver une solution politique : lutter contre Daech et c'est ce que nous faisons. Je rappelle qu'en ce moment même, au moment où je vous parle, il y a des avions français qui décollent et qui frappent en Irak, en Syrie. Je vous rappelle que nous avons des Forces qui sont engagées sur notre porte-avions, que nous avons également une batterie d'artillerie qui est localisée en Irak très précisément, près de Mossoul, pour assurer la reconquête de Mossoul. Nous prenons donc nos responsabilités. Mais en Syrie, s'il n'y a pas de solution politique qui permette d'englober toutes les parties je ne parle pas des Islamistes qui nous font la guerre je parle des opposants qui sont des opposants modérés et qui ont déclenché d'ailleurs la révolution...

JOURNALISTE : Et qui sont bombardés !

LE PRESIDENT : Qui sont bombardés, à Alep notamment, parce que c'est quand même ce qui se produit là aussi en ce moment même ! Il nous faut donc trouver une solution politique en Syrie.

JOURNALISTE : Monsieur le Président, il y a Raqqa, il y a Mossoul, vous en avez parlé et il y a des djihadistes français qui peuvent revenir sur le sol français ! On parle de 600 personnes. C'est une menace que l'on peut contenir ? Combien de personnes risquent de porter le Djihad sur le sol français, demain ?

LE PRESIDENT : Quels sont les chiffres, puisque vous posez cette question ? Il y a environ 600 Français ou personnes résidant autrefois en France qui sont sur les terrains de Syrie et d'Irak parmi les djihadistes, parmi les terroristes. Il y a à peu près 220 djihadistes français, ou résidant autrefois en France qui sont morts. Il y a également ceux qui peuvent, parmi ces 600, revenir. Chaque fois qu'il y en a un ou une qui revient car il y a des femmes aussi, il y a des enfants qui, eux, ne sont pas ils sont appréhendés, arrêtés et soumis aux procédures judiciaires.

JOURNALISTE : On maintient l'état d'urgence en France ?

LE PRESIDENT : Attendez, ce n'est pas en état d'urgence. C'est ce que nous avons à faire. Grâce à la coopération en matière de services de renseignement, nous arrivons à appréhender tous ceux qui reviennent, ou qui pourraient revenir.

JOURNALISTE : Vous pouvez l'affirmer, Monsieur le Président, la sécurité des frontières extérieures de l'Europe ?

LE PRESIDENT : Nous affirmons qu'à chaque fois que nous pouvons identifier et c'est la plupart des cas ces derniers jours, des femmes qui sont revenues, des jeunes femmes qui avaient été entraînées là-bas par leur conjoint et qui sont revenues elles ont été immédiatement arrêtées et bien sûr, remises à la Justice.

JOURNALISTE : Cela peut être aussi des réfugiés !

LE PRESIDENT : Pour les réfugiés, pourquoi faisons-nous un contrôle systématique ? Pourquoi avons-nous été, la France, aussi déterminés à ce qu'il y ait un contrôle des frontières, car vous avez vu ce qui s'est produit quand même, le 13 novembre 2015 dans le flot des réfugiés ! Nous avons donc là-dessus fait en sorte que l'Europe puisse être en capacité de pouvoir contrôler les flux de réfugiés. Je ne dis pas qu'il n'y en aura jamais, mais nous prenons toutes les dispositions. Etat d'urgence ? Oui.

JOURNALISTE : Voilà. On le maintient jusqu'à quand, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT : L'état d'urgence, tant que cette menace existe, et vous l'évoquez, quelle est la menace ? La menace, c'est que nous sommes en ce moment en guerre, que nous frappons les terroristes islamistes en Irak et en Syrie, qu'on frappe aussi au Mali puisque nous avons une force dans le Sahel. Que nous sommes nous-mêmes, j'allais dire, très régulièrement face à des individus qui veulent nous attaquer ici sur notre propre sol ! Je salue l'action du Gouvernement, du ministre de l'Intérieur et de tous nos services pour appréhender ces individus. Mais vous savez que cela se passe chaque seconde, on n'en fait pas de publicité !

JOURNALISTE : Vous ne m'avez pas tout à fait répondu pour l'état d'urgence sous cet angle

LE PRESIDENT : Je vais donc vous répondre : dès lors que cette menace existe, dès lors que nous avons besoin de mesures qui sont, c'est vrai, exceptionnelles, et dès lors qu'il va y avoir, ces prochaines semaines, je ne vous apprends rien, une élection présidentielle, des rassemblements, le Gouvernement m'a fait la proposition de prolonger l'état d'urgence, et cela sera soumis au Parlement : je veux prolonger l'état d'urgence jusqu'à l'élection présidentielle.

JOURNALISTE : On va peut-être dire un mot de ce qui est inquiétant aussi dans ce qu'a déclaré Donald TRUMP. Il veut revenir sur l'accord nucléaire conclu avec l'Iran. Pouvez-vous imaginer, Monsieur le Président, que les États-Unis renégocient cet accord ? TRUMP avait dit que c'était l'accord le plus stupide de l'histoire. Cela paraît paradoxal parce qu'il est, il semble, indulgent avec le régime de Bachar AL-ASSAD qui est soutenu par l'Iran.

LE PRESIDENT : La France a été parmi les négociateurs, le pays qui a été le plus exigeant et le plus déterminé à en faire l'évaluation et la vérification car il ne s'agit pas simplement de faire un accord pour que l'Iran ne dispose pas de l'arme atomique, faut-il encore s'en assurer tout au long du processus. La France a donc réussi, et je remercie Laurent FABIUS, il était le négociateur français, à poser

JOURNALISTE : Nous avons du mal au début à aller

LE PRESIDENT : Non, ce n'est pas que nous avons du mal à être dans la négociation, nous étions dans la négociation, notre position n'était pas forcément partagée, elle l'a été. Cet accord nous donne donc toutes les sécurités pour permettre justement cette évaluation. Les États-Unis pourraient avec Donald TRUMP remettre en cause cet accord ? Je ne le crois pas.

JOURNALISTE : Vous n'y croyez pas. Il a dit qu'il voulait déchirer l'accord.

LE PRESIDENT : Je ne veux pas revenir sur ce qu'il a pu dire dans la campagne mais je sais que là il y a un principe de réalité, cet accord nous donne des garanties. L'absence d'accord serait plus grave parce que l'absence d'accord imaginons qu'il puisse être déchiré par l'une des parties cela laisserait penser que l'Iran pourrait continuer ses recherches

JOURNALISTE : Avec des bombardements par Israël.

LE PRESIDENT : L'intérêt de tous et de la sécurité notamment dans la région mais aussi la nôtre, je parle très directement, c'est la nôtre qui est en cause, c'est que l'accord avec l'Iran puisse non seulement être confirmé il n'a pas besoin de l'être, il l'est et ensuite qu'il soit vérifié, évalué.

JOURNALISTE : On n'a pas pu obtenir une garantie Il est imprévisible Donald

LE PRESIDENT : Pour l'instant il n'y a pas eu de discussions, je vous réponds, je n'ai pas eu de discussions sur le fond avec Donald TRUMP parce que lui-même a dit qu'il était ouvert à un travail en commun mais qu'il ne prendrait ses décisions qu'une fois ses équipes constituées, son administration en place.

JOURNALISTE : Mais est-ce qu'il vous dit, Monsieur le Président, veut-il garder les traités signés ou en tous les cas respecter la parole signée ?

LE PRESIDENT : C'est à lui de le dire mais il ne le dira qu'une fois qu'il sera rentré en responsabilités.

JOURNALISTE : Est-ce que Donald Trump vous paraît imprévisible, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT : J'ai compris en tout cas dans la conversation que j'ai eue qui n'a pas duré plus de 10 minutes qu'il était dans une phase d'apaisement, de recherche de travail en commun avec ses partenaires et de constitution d'une équipe aussi solide que possible autour de lui. Par ailleurs, je vais vous donner quand même ce que vous savez, qui n'est pas une information, c'est que le Président des États-Unis ne décide pas seul, il y a un Congrès, il y a une Chambre des représentants, un Sénat et ces parlementaires-là ont des objectifs qui ne sont pas forcément ceux que Donald TRUMP avait pu évoquer dans la campagne.

JOURNALISTE : Une question importante sur l'Afrique, c'est la République démocratique du Congo où le Président KABILA veut rester au pouvoir au-delà de la fin de son deuxième mandat, le 19 septembre. Il y a des manifestations, des répressions, 53 morts. Il y a 10 jours, les signaux FM de RFI et de la Radio des Nations Unie ont été interrompus. Quelle est votre réaction ?

LE PRESIDENT : A chaque fois que la liberté de l'information est mise en cause, c'est pour nous la France un sujet d'alerte, nous l'avons dit. Ensuite, par rapport à la République démocratique

du Congo il y a une Constitution, elle doit être respectée, il y a une fin de mandat, elle doit correspondre à une fin de mandat.

JOURNALISTE : Monsieur le Président, de tout cela nous avons l'impression aujourd'hui d'une sorte de victoire du populisme, on a vu en France des gens se réjouir, Marine LE PEN féliciter de la victoire de Donald TRUMP. Est-ce qu'il y a un exemple, est-ce que cette vague protectionniste peut déferler sur la France à son tour ? Est-ce que finalement Marine LE PEN est l'enfant de TRUMP ?

LE PRESIDENT : J'ai cru comprendre qu'elle avait souhaité sa victoire, la victoire de TRUMP mais je pense qu'il faut essayer de comprendre ce qui s'est passé aux Etats-Unis comme ce qui s'est produit aussi au Royaume-Uni avec le Brexit. Il y a une tentation protectionniste et isolationniste dans un certain nombre de pays, là ce n'est pas n'importe quel pays, les Etats-Unis, première puissance économique du monde, qui est généralement regardé comme le continent qui tire le plus d'avantages de la mondialisation. Là est le paradoxe. Le Royaume-Uni dont on nous disait que l'économie était plutôt dynamique avec une City florissante fait le choix aussi d'une certaine façon de l'isolement en quittant l'Union européenne.

JOURNALISTE : C'est une menace pour la France cet exemple-là ?

LE PRESIDENT : Cette tentation existe donc dans tous les pays européens ou développés, elle existe en France, je le sais, je vois bien qu'il y a, et un certain nombre de familles politiques vous en avez cité une, le Front national, l'extrême-droite voudraient que les Français se replient sur eux-mêmes, se ferment par rapport à l'extérieur. Je ne dis pas qu'il ne faut pas contrôler, nous contrôlons nos frontières, je dis qu'il ne faut pas avoir pour la mondialisation une sorte de naïveté et d'innocence qui confinerait à une forme d'irresponsabilité et d'impuissance !

Ce qu'il faut c'est être capable de pouvoir donner un avenir à notre pays qui ne soit pas celui de la fermeture, mais qui soit celui d'une ouverture à partir de nos forces. Parce que nous avons intérêt, nous, la France, à pouvoir jouer tout notre rôle dans le monde, à faire en sorte que nos entreprises puissent prendre des marchés et puissent exporter partout dans le monde, que nous ayons des investissements qui puissent venir dans notre pays, que nous puissions être les meilleurs et nous le sommes dans beaucoup de domaines, sur le plan de la technologie, que notre culture puisse être portée partout dans le monde. Je refuse donc cette solution du protectionnisme, du rejet de l'autre et du repli.

En même temps, je pense que nous devons être davantage dans le renforcement de notre excellence productive. C'est pour cela que j'ai pris les décisions que j'ai prises, notamment sur le pacte de responsabilité et le soutien aux entreprises, l'innovation, la recherche. Parce que c'est l'essentiel. Parce que je ne veux pas d'une économie faible. Quand on a une économie faible, on ne peut pas avoir une diplomatie forte.

JOURNALISTE : Monsieur le Président, Emmanuel MACRON a annoncé qu'il annoncerait sa candidature demain. Une question : Est-ce que cela va vous donner l'envie d'être encore plus candidat ? Est-ce qu'il va vous rester un espace politique pour le faire ?

LE PRESIDENT : Vous comprendrez bien que je ne ferai pas de commentaire sur ce qui est une possible annonce.

JOURNALISTE : Oui, mais je me dois de vous poser la question, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT : Je vais vous dire ce que je ressens, dans le moment où nous sommes, à partir des situations que nous avons regardées en face ensemble, des menaces qui existent, du danger que nous pouvons courir, y compris à l'intérieur. L'enjeu, c'est le rassemblement, c'est la cohésion.

JOURNALISTE : La gauche est divisée.

LE PRESIDENT : Si elle n'est pas rassemblée, elle ne pourra pas être au rendez-vous.

JOURNALISTE : Qui peut la rassembler ? A part prendre cette part pour le rassemblement

LE PRESIDENT : Ma responsabilité comme Président de la République, c'est comme Président de la République que je m'exprime et pas dans un autre cas de figure ou une autre situation. Je m'exprime en tant que Président de la République. Pour la France, c'est la cohésion qui va être l'élément essentiel. Si la France se divise, si la France se fragmente, si la France se désunit, au moment où elle fait face à tout de ces menaces, mais aussi où elle porte le monde, fait partie de la

moment où elle fait face à tant de menaces, mais aussi où elle porte, la gauche fait partie de la France au moment où elle a autant d'atouts, on le voit bien et autant de places à prendre, je la prends ici à l'occasion de cette Conférence sur le climat alors, la France déclinera.

JOURNALISTE : Vous ne déserterez pas ce combat, Monsieur le Président, en toutes circonstances ?

LE PRESIDENT : Je vous l'ai dit et je n'irai pas plus loin, ce qui compte, ce n'est pas ma personne. C'est le pays et c'est le rassemblement.

JOURNALISTE : Avant de conclure, une dernière question, Monsieur le Président, qui est très importante. Il y a trois ans, jour pour jour pratiquement, étaient assassinés au Nord Mali deux reporters de RFI, Ghislaine DUPONT et Claude VERLON. Il y a un mois, est paru un livre, « Un Président ne devrait pas dire ça », dans lequel vous dites que les meurtriers sont sans doute les mêmes que les ravisseurs de Serge LAZAREVIC et du malheureux Philippe VERDON. Est-ce que cela veut dire que nos services de renseignement savent qui a fait le coup, mais ne le disent pas à la justice, pour protéger les intermédiaires ?

LE PRESIDENT : Toutes les informations dont nous pouvons disposer par nos services de renseignement ou par l'action de nos forces armées, nous les livrons à la justice. Toutes les informations.

J'ai dit aussi autre chose, qu'à chaque fois que nos ressortissants seront attaqués, que nos soldats sont atteints, sont visés, sont ciblés c'est encore le cas au Mali nous cherchons les coupables et nous faisons en sorte de les neutraliser. C'est ce que font nos forces armées.

JOURNALISTE : Merci, Monsieur le Président, d'avoir accordé cet entretien, en direct de Marrakech, à France 24, TV5 Monde et RFI.

LE PRESIDENT : Merci à vous.